

Monsieur le Président,

Permettez-moi de vous remercier tout d'abord pour avoir organisé ce débat sur les enfants dans les conflits armés, et de remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général pour son engagement inlassable et sa présentation du rapport du Secrétaire général, dont je salue la qualité et la pertinence.

Je me rallie à l'intervention que vient de prononcer le Représentant de la République tchèque au nom de l'Union européenne. J'aimerais par ailleurs mettre l'accent sur quelques points et principes qui sont chers à mon pays, qui soutient à titre bilatéral un certain nombre d'organisations qui s'efforcent d'alléger le sort des enfants dans les conflits armés, en particulier l'Unicef et le CICR.

Monsieur le Président,

Nous disposons aujourd'hui d'un éventail d'instruments politiques et juridiques visant à prévenir les souffrances les plus graves des enfants dans les conflits armés. Notre action commune pour protéger les enfants dans les conflits passe en effet aussi par la ratification, et surtout la mise en œuvre, des instruments internationaux pertinents comme la Convention relative aux droits de l'enfant et son Protocole optionnel concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés.

Dans ce contexte, il convient en outre de rappeler l'importance du processus d'adhésion au Statut de Rome qui contient une importante disposition qualifiant de crime de guerre le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de quinze ans dans les forces armées.

Mon gouvernement attache une très grande importance à la traduction en justice de tous les auteurs de crimes de guerre et de violations massives des droits de l'Homme et du droit humanitaire, en particulier lorsque ces crimes ont été dirigés contre des enfants. L'impunité ne saurait être tolérée, et je souscris pleinement à la recommandation du Secrétaire général dans son rapport que le Conseil de Sécurité ne devrait pas hésiter à saisir la Cour pénale internationale des violations commises à l'encontre d'enfants dans des situations de conflit armé.

La conférence de Paris de 2007 a également marqué un tournant, en reconnaissant que la violation des droits de l'enfant est une violation du droit international, et que l'Etat doit non seulement protéger les enfants sur son territoire, mais aussi tout mettre en œuvre pour exercer une pression constante sur les groupes armés pour faire libérer les enfants enrôlés : deux ans plus tard, il est essentiel de continuer d'assurer le suivi de ces *Engagements*.

Monsieur le Président,

La lecture du rapport du Secrétaire général nous confirme que malgré une forte mobilisation internationale, les enfants continuent d'être les premières victimes des conflits armés : je parle des enfants soldats qui se trouvent en première ligne dans plus de trente conflits de par le monde, mais également des millions d'enfants qui souffrent des atrocités de la guerre, y compris de mutilations et de violences sexuelles. Je soutiens dans ce contexte pleinement la recommandation du Secrétaire général d'élargir le mécanisme de surveillance et de communication de la résolution 1612 aux actes de violence sexuelle graves à l'encontre d'enfants.

Monsieur le Président,

Le Luxembourg invite le Conseil de Sécurité, en ligne avec la recommandation du Secrétaire général, de veiller à ce que toutes les opérations de maintien de la paix disposent des ressources nécessaires pour mettre en œuvre une politique de protection de l'enfance, à travers notamment le déploiement de conseillers à la protection de l'enfance. Ces conseillers devraient également pouvoir attirer l'attention à des situations où le maintien de la paix risquerait de se faire au dépens des enfants.

Monsieur le Président,

Toutes les situations de conflit dans lesquelles des atrocités sont commises contre des enfants exigent notre attention urgente. J'aimerais néanmoins relever deux cas précis.

En ce moment-même, les combats se poursuivent au Sri Lanka et les civils dont beaucoup d'enfants en sont encore une fois les principales victimes. Si les violations des droits des enfants ne sont pas connues dans toute leur ampleur, il ressort clairement du rapport du Secrétaire général que différentes parties au conflit, et tout particulièrement le LTTE, ont enrôlé des enfants et qu'un nombre important d'enfants ont été enlevés.

Si le gouvernement sri-lankais assume certaines responsabilités envers les enfants qui quittent les groupes armés en promouvant leur réinsertion, les bombardements aériens indiscriminés et les tirs d'artillerie à longue portée font gravement souffrir la population civile, en particulier les enfants, et j'aimerais joindre ma voix à toutes celles qui appellent à un cessez-le-feu immédiat.

Monsieur le Président,

Pour finir, un mot sur le Burundi, pour lequel mon pays s'engage au sein de la Commission de consolidation de la paix. Le Luxembourg se réjouit de la démobilisation d'anciens enfants soldats, dont des filles, des rangs des FNL et invite vivement les FNL et le gouvernement à poursuivre la démobilisation des autres enfants dans le respect des normes internationales. Il est important maintenant de faciliter leur réinsertion et leur réintégration socio-économique durable à travers des programmes d'éducation et de formation professionnelle. Cette situation montre que la Commission de consolidation de la paix peut jouer un rôle essentiel dans la mobilisation de ressources pour le processus de DDR et pour l'appui aux campagnes de sensibilisation sur les enfants soldats.

Je vous remercie.